

■ Pleins feux sur le communautaire

Mise en contexte

La responsabilité individuelle: un discours à déconstruire

La prise en charge des problèmes sociaux, dont ceux de l'intégration sociale et professionnelle, de la discrimination et des inégalités sociales, soulève la question suivante : qui peut-on tenir responsable de ces problèmes ? Une tendance se dessine depuis déjà le milieu des années 70 en Amérique du Nord : les partis politiques élus tournent le dos au keynésianisme, au profit du néo-libéralisme, voire du libéralisme lui-même. Keynes est un des premiers auteurs à avoir suggéré que le capitalisme peut s'enliser dans des crises profondes. Formulé simplement, pour lui, il n'y a pas un lien de causalité entre l'équilibre économique et la non-intervention de l'État. Après la crise de 1929, on observe un rapprochement entre le capitalisme et une culture interventionniste de l'État.

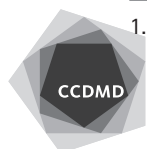
Après les « 30 glorieuses »¹, on observe un ralentissement de la croissance économique, une baisse des revenus et de la production et une hausse du chômage. Face à l'augmentation des problèmes économiques et sociaux, on observe le retour du discours d'avant la crise de 29 (FMI, OCDE, OMC), principalement la critique de l'interventionnisme de l'État et des organismes syndicaux. On suggère qu'on doit mettre un terme à la solidarité sociale impliquant du coup une réduction de la taille de l'État.

On doit laisser faire le marché, qui, libéré de ces contraintes étatiques, s'autocorrigera. C'était justement ce caractère autorégulateur que Keynes avait critiqué et remis en question. En fait, on remet à l'ordre du jour la théorie de l'équilibre général. L'apport de Walras consiste dans l'élaboration de formules mathématiques démontrant l'équilibre de l'économie capitaliste comme pierre d'assises du libre-échange. C'est suivant cette lecture de l'économie que s'érige le néolibéralisme.

Selon les tenants de cette idéologie, l'économie est soumise aux lois de la nature, qui rendent impossibles son contrôle. À contrario, les tentatives de réguler le marché ont pour effet de conduire à des désordres économiques, voire des récessions. La solution proposée par les tenants de la théorie de l'équilibre général : ne rien faire, arrêter toutes formes d'intervention et faire place au libre-marché, qui retrouvera tout naturellement l'équilibre.

Ce retournement a pour effet d'individualiser les problèmes sociaux. De plus en plus, on tend moins à expliquer les problèmes en termes de conflits collectifs, de rapports de classe ou encore de discrimination, mais plutôt en termes de conflits entre individus. Des exemples comme la persévérance scolaire et l'employabilité illustrent bien cette idée. On explique ces deux phénomènes par des facteurs intrinsèques à l'individu, en jetant dans l'ombre la multiplicité des facteurs collectifs tels que la classe sociale, le genre, l'origine géographique, l'ethnicité et l'âge. Même le chômage de masse est perçu comme une situation personnelle : trop peu de formation, pas suffisamment d'expérience, trop de rigidité ou de spécialisation, etc.

1. Les 30 glorieuses s'échelonnent de 1945 à 1973 (année du premier choc pétrolier).



Comme le suggère Beck, l'individu, dans la société post-industrielle, doit assumer seul les divers risques sociaux. Par exemple, on ne considère plus l'aide sociale comme un droit, mais plutôt comme un privilège : « Dans l'imaginaire social, l'aide sociale continue à s'apparenter à une bienfaisance plutôt qu'à un droit. Cela contribue à déplacer la causalité de la précarité dans des drames personnels et à imputer la responsabilité de leur sort aux individus plutôt qu'à la société. » (Rea 1997 : 54)

Mais qu'en est-il chez les organismes communautaires ? À la lumière des capsules vidéo, est-il possible de dégager un ou des types de représentations de l'aide collective ? Comment explique-t-on au sein de ces organismes les succès et les échecs des individus ? Quelle est la part de l'individu ? Celle de la société ? Enfin, comment les organismes parviennent-ils à mettre en place des pratiques cohérentes avec la vision qu'ils se font de la responsabilité individuelle et sociale ?

BIBLIOGRAPHIE

REA, Andrea (1997). *La société en miettes. Épreuves et enjeux de l'exclusion*, Bruxelles, Éditions Labor, 94 p. 9 (Quartier libre).

